Violences Urbaines et Politiques de Sécurité

Pratiques locales publiques et privées dans la sécurisation de l'espace urbain

Recherche-action à Barcelone et Bogotá

Éléments de reflexión

Charlotte Boisteau et Yves Pedrazzini

Illustration : Graffiti, Circo Volador, Mexico. Photo: Julio de Freitas

UN-HABITAT

ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

small arms survey

RUIG GIAN

Pour des Villes Plus Sûres

Le phénomène des violences urbaines et le sentiment d'insécurité qui en découle sont au cœur des dynamiques urbaines contemporaines. Pour répondre à la demande de sécurité qui émane des citoyens, des moyens publics, privés et communautaires servent les nouvelles politiques urbaines des grandes métropoles. En nous focalisant sur les pratiques d'aménagement urbain qui visent à résoudre physiquement les problèmes et le sentiment d'insécurité dans les villes, nous analysons de quelles manières la violence, l'« insécurité » et les pratiques sécuritaires sont aujourd'hui à l'origine d'une transformation radicale et significative de l'espace urbain et des usages qui en sont fait par ses habitants. Si la violence sociale fabrique du territoire, les politiques urbaines de sécurité ont à leur tour un véritable impact territorial et sont parfois prétextes à la transformation de l'espace urbain.

Les politiques d'urbanisme définissent la sécurité et la sécurité oriente de plus en plus les politiques urbanistiques, mais ces mécanismes restent mal connus et les différents champs d'action publique très peu corrélés. Un certain nombre de questions restent sans réponse. Peu nombreux sont ceux qui, à ce jour, ont fait le bilan de ce qui fonctionne, c'est-à-dire, ce qui génère la convivialité et la cohésion et de ce qui ne marche pas, en d'autres termes, ce qui produit de l'exclusion. Il est également nécessaire d'identifier les acteurs qui doivent participer à la création des espace urbains, ainsi que les modalités de leurs interventions. Les villes de Bogotá et Barcelone ont fait de l'espace public la priorité de leurs politiques publiques de sécurité contemporaines mais ne disposent pas d'outils analytiques qui leur permettent de mieux connaître leurs besoins et d'établir les priorités du champ d'actions.

Le projet « Violences Urbaines et Politiques de Sécurité. Pratiques locales publiques et privées dans la sécurisation de l'espace urbain. Recherche-action menée à Bogotá et Barcelone » (VUPS) entend répondre à cette nécessité. Un but intrinsèque au projet, est d'élaborer des outils d'aide à la décision des politiques publiques et de renforcer la capacité des autorités locales en matière de sécurité grâce à des politiques d'urbanisme qui favorisent la cohésion.

Le projet « Violences Urbaines et Politiques de Sécurité », financé par le Réseau Universitaire International de Genève (RUIG) pour une durée de deux ans publiera ses résultats en avril 2007. Ce projet est mené conjointement par le Laboratoire de Sociologie Urbaine de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, le Programme « Pour des Villes Plus Sûres » de l'ONU-HABITAT et le Small Arms Survey de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales de Genève.

Pour une approche intégrée de la sécurité

Le projet « Violences Urbaines et Politiques de Sécurité » vise à lire les transformations contemporaines de la ville, à travers l'analyse du rôle et de la place des violences urbaines et de « l'insécurité » dans ce processus. Ce faisant, il traite de la capacité, qu'ont les élus locaux à produire des villes plus sûres au moyen de politiques publiques urbaines. Partant de ces considérations, il est adossé à trois domaines de recherche spécifiques : l'analyse des violences urbaines, les réponses politiques, publiques communautaires ou privées en matière de sécurité urbaine et les effets spatiaux des politiques de sécurité.

Que ce soit pour en dénoncer le caractère pervers ou pour en demander le renforcement, le dispositif sécuritaire se trouve aujourd'hui au centre des préoccupations des sociétés urbaines. Néanmoins, aucun acteur social, ni politique, ni privé ne semble aujourd'hui être en mesure de donner des solutions adéquates à ces nouvelles inquiétudes.

Il est rare que ces dynamiques soient envisagées dans un rapport de causes à effets ou dans une logique inter-sectorielle. Il n'existe aujourd'hui pratiquement pas de relations entre les différents secteurs et acteurs qui, de près ou de loin, sont concernés par les phénomènes de violences dans les villes. Aussi, aussi le projet « Violences Urbaines et Politiques de Sécurité » fait état de la corrélation importante entre sécurité et espaces urbains.

Sur la base des études de cas de Barcelone et Bogotá, villes respectivement représentative de la modernité et emblématique de la violence, villes du Nord ou du Sud, régions métropolitaines, capitales, expérimentant des politiques publiques de sécurité bénéficiant d'une certaine continuité et marquant pourtant toutes deux un tournant aujourd'hui dans leurs approches, le travail proposé dans le cadre du présent projet de recherche-action permet de comprendre les relations entre transformations urbaines et sécurité.

Les principes de la recherche-action

Politiques publiques et actions privées de sécurité : jeu et enjeu urbain

Les acteurs politiques en charge de la sécurité sont de plus en plus impliqués dans la politique urbaine. Nous poserons la question de la gestion des violences urbaines en vue d'étudier comment les politiques publiques, les stratégies privées et les actions communautaires forment le système de gouvernance de l'action de sécurité et quels sont les effets de ces politiques publiques de sécurité sur la transformation urbaine.

Deux lignes d'interrogations tracent le corps de notre problématique :

1. Quelle est la genèse des différents composants du système de gouvernance en matière de sécurité ? Comment s'articulent les différents intervenants sur la sécurité ? Nous nous intéresserons en particulier à la définition des problèmes à résoudre et des objectifs visés, aux types d'interventions prévus, aux groupes ciblés, aux instruments mis en œuvre et aux modalités concrètes de leur application.

2. Quel est l'impact de cette gouvernance sur les transformations urbaines ? Le risque de fragmentation est important, et nous souhaitons comprendre s'il est la conséquence du défaut d'harmonisation des différentes interventions en matière de sécurité.

Si Barcelone et Bogotá se différencient sur de nombreux points et n'expérimentent pas les mêmes types de violences ou de criminalité, il est néanmoins intéressant de considérer l'approche de leurs politiques publiques, les stratégies privées et les actions communautaires au

sein de leurs espaces pour comprendre si, globalement, la politique et les actions sont identiques.

Certains analystes (Castells,1999, Derrida, 2003, Bauman, 2005) avancent l'hypothèse selon laquelle si les villes sont violentes, c'est parce qu'elles sont profondément divisées, sur le plan spatial comme sur le plan social, et que ces divisions découlent d'un modèle particulier correspondant à une nouvelle temporalité, celle de la mondialisation et de la société de l'information. Ces auteurs montrent que les violences urbaines dépendent du lien social : coexistence, *gentryfication*, ségrégation, etc.

Partant de cette problématique, nous proposons trois hypothèses de recherche qui articulent les deux approches mentionnées précédemment : la construction des actions publiques, privées et communautaires en faveur de la sécurité, et l'impact territorial des politiques de sécurité.

Hypothèse 1 : La sécurité devient un registre de justification privilégié pour les politiques publiques qu'elles soient de sécurité, d'urbanisme, éducatives, sanitaires, etc. En effet, dans la formulation des problèmes politiques, les divers acteurs publics comprennent de façon différente les enjeux des transformations urbaines.

Hypothèse 2 : Du fait de la marchandisation de la sécurité, les stratégies publiques d'inclusion disparaissent au profit de stratégies privées d'exclusion qui éloignent géographiquement le riche du pauvre. Mais, lorsque les politiques publiques de sécurité font de la prévention, elles fabriquent de la cohésion sociale en faisant de l'action communautaire leur instrument privilégié d'intervention.

Hypothèse 3 : La forme de la ville agit sur le niveau de sécurité. Les réponses données (politiques publiques, stratégies privées, actions communautaires) ne sont pas les mêmes selon la forme de la ville et agissent de façon concentrique (centre, péri-centre, péri-urbain), ce qui réaffirme le caractère de fragmentation dans la ville. La fragmentation des espaces urbains implique une fragmentation des interventions en matière de sécurité et vice-versa.

Bogotá et Barcelone : des idéaux-types

Pour tester ces trois hypothèses, nous avons retenu une approche comparative entre les deux agglomérations de Barcelone et Bogotá. Face à la ville de Barcelone, emblématique de la modernité culturelle et architecturale, qui bénéficie d'une image positive dans l'opinion publique internationale, nous avons choisi Bogotá, une ville allégorique des violences en tous genres.

Si Barcelone bénéficie de nombreux grands projets architecturaux, les transformations de la ville ne semblent pourtant pas bénéficier à son entière population. Au contraire, les classes populaires, immigrées et défavorisées tendent à disparaître des quartiers centraux pour être reléguées vers les espaces plus périphériques. Les communautés, même unies, peinent à faire entendre leur voix face à la détermination des pouvoirs publics à transformer l'espace urbain sans le rénover en pratiquant la destruction et la reconstruction.

Le choix de Bogotá tient au fait que les autorités publiques de la ville ont entrepris depuis quelques années de lutter contre l'idée d'une fatalité *–a priori* véhiculé par les moyens de communication- qui condamnerait ses habitants à la violence et à la guerre. Cette lutte, initiée sous le premier gouvernement du maire Antanas Mockus (Mockus-Bromberg, 1995-1997), a rendu Bogotá exemplaire d'une dynamique de renversement d'image due aux résultats positifs obtenus quant à l'amélioration de la sécurité, grâce à des programmes comme celui de la culture citoyenne. Aujourd'hui, même si les conditions d'existence de beaucoup de Bogotanos restent

précaires et que la plupart des phénomènes à l'origine des tensions n'ont pas été résolus, il n'en reste pas moins qu'une expérience alternative de refus de la violence a été initiée.

Dans chaque agglomération, nous avons étudié plus particulièrement deux quartiers : un quartier « urbain central» proche du centre historique et un quartier « suburbain» Les critères de sélection de ces espaces sont les suivants :

- Indices de criminalité ou de délinquance élevés par rapport au taux moyen de criminalité et de délinquance des autres quartiers de la ville et de la localité ;
- Impact reconnu des politiques publiques et des programmes de sécurité citoyenne ;
- Existence d'expériences innovantes d'organisations communautaires pour développer des stratégies de sécurité ;
- Pratiques de transformations urbaines (reconstruction, rénovation, réhabilitation) en cours, effectuées ou nécessaires.

Dans chacune des agglomérations, les quartiers suivants ont été retenus :

A Barcelone, le quartier du Raval et celui des grands ensembles de Nou Barris. Le Raval, ancien *barrio ch*ino, est un quartier central, historique, théâtre de nombreux réaménagements urbains et la cible de nombreux projets de reconstruction. Sa réputation de quartier dangereux a favorisé l'émergence de solutions alternatives et la création de comités de voisinage ou autres initiatives communautaires visant à lutter à la fois contre cette mauvaise réputation et contre les violences effectivement vécues (violences de rues, de genre ou scolaires, évictions forcées, détérioration de l'habitat, etc.). A l'inverse, Nou Barris, union de 14 « cités » péri-centrales typiques de l'urbanisme « de barres » des années 70, connaît depuis quelques années une délinquance d'un type nouveau, avec la formation de bandes « ethniques » et l'apparition de violences caractérisées par une forme de communautarisme territorial, dérivé des vagues d'immigration qu'a récemment connu Barcelone (et qui se prolonge aujourd'hui du fait des politiques de regroupement familial). Nou Barris reste cependant l'une des localités les moins délictuelle de la grande Barcelone et ce, grâce notamment au solide tissu social et associatif existant.

A Bogotá, le cœur d'une ville réputée dangereuse, en nous plaçant dans son traditionnel centre-ville, et plus précisément dans les localités[1] de Santa Fé, des Mártires et de la Candelaria qui occupent les premières places dans les statistiques de criminalité. Cette aire centrale fut par ailleurs l'objet de nombreuses opérations de transformation urbaine conçues comme des stratégies d'amélioration de la sécurité. Ainsi, s'est justifiée l'intervention du secteur connu comme "Le Cartucho", dans lequel le vieux quartier populaire –Santa Inés- fut entièrement détruit sous prétexte qu'il souffrait de "décomposition" urbaine. Aujourd'hui, il est substitué par le parc du Troisième Millénaire inauguré le 28 juillet 2005. De plus, cette aire centrale abrite la population flottante (1.800.000 personnes qui affluent la journée pour des raisons professionnelles ou commerciales) la plus importante de la ville, et l' « invasion » de l'espace public qu'elle a entraîné conduit à des interventions fréquentes des autorités, qui tentent de maintenir un espace exempt de toute appropriation particulière (ventes ambulantes). Notre travail s'est effectué aussi dans un quartier suburbain populaire : Suba. Suba est une des localités les plus peuplées de Bogotá, qui compte des taux d'atteinte à la personne et à la résidence importants, et qui, ces dernières années, fut l'objet de nombreuses interventions urbaines, comme l'actuelle arrivée du système Transmilenio[2] ou la récente création d'un lac artificiel (humedal Juan Amarillo) sur une zone autrefois écologiquement viable à proximité de quartiers physiquement détériorés. Le travail de terrain s'est développé à deux échelles : dans

1 Les localités sont des divisions administratives du territoire de Bogotá, lesquelles bénéficient d'une certaine autonomie produite des règles de décentralisation introduites dans les statuts de la ville : décret 1421 de 1993. Actuellement la ville compte 20 localités.
2 Bus à Haut Niveau de Service (HNS).

l'Unité de Planification de Zone (UPZ) [3], nommée le Rincón, nous avons étudié spécifiquement les *barrios* Costa Rica au centre de la localité et où se concentre la majorité des échanges sociaux, économiques et politiques ; et Ciudad Hunza qui réunit une population socialement hétérogène[4] sur un territoire relativement réduit, constituant ainsi un espace fragmenté par excellence.

Pour une sociologie urbaine et participative

Nous sommes aujourd'hui, à propos de ces questions-clés sur le développement de nos sociétés urbaines, aux prises avec un dilemme : Il faut revenir à une observation à la fois participante et critique des phénomènes urbains. Cela peut paraître paradoxal, mais dans un effort de rupture épistémologique, nous avons jugé nécessaire pour cette recherche un engagement dans le champ politique. Il nous semble ainsi que le projet est novateur par son souci de ne pas se détacher du monde qu'il vise explicitement à étudier, mais, au contraire, par la volonté de s'y plonger tout entier, pour y prendre place, tout en s'efforçant d'en comprendre la complexité.

La méthodologie fut essentiellement qualitative, caractérisée par un échange constant entre représentants des différentes « professions de l'espace urbain » et les multiples acteurs qui vivent et agissent dans la ville (comprise comme une entité macro qui masque des processus). « Seule une réflexion transdisciplinaire peut être utile en la matière, ne se contentant pas de convoquer différentes disciplines mais devant associer plus étroitement les divers acteurs de la ville, académiques certes, mais aussi institutionnels et politiques » (Noseda, Racine, 2005 : 102).

Pour tester les hypothèses proposées, nous avons opté pour une recherche en quatre phases :

Dans une **première phase**, nous avons établi un état des connaissances sur lesquelles se basent les pouvoirs publics aujourd'hui pour construire leurs politiques et avons voulu mettre en relief leurs qualités comme leurs insuffisances. Nous avons développé les outils qui nous ont permis de recenser et qualifier, au niveau international, les types d'intervention en matière de sécurité et les acteurs concernés.

A l'issue de cette première phase, nous avons produit un corpus de textes et d'analyses qui ont permis d'asseoir notre projet sur un état de l'art international qui a constitué nos études de cas en idéaux-types.

La **deuxième phase** visait une monographie de la trajectoire des agglomérations étudiées en matière de politiques de sécurité et d'urbanisation depuis une trentaine d'années. Il fallait identifier les trajectoires et les moments d'inflexion des politiques locales de sécurité et d'aménagement urbain passées, présentes et projetées dans chaque « espace urbain » défini. Il fallait aussi identifier les problèmes de sécurité posés à ces agglomérations, les solutions mises en œuvres et les résultats qu'elles observent.

Une compréhension des caractéristiques physiques, démographiques et sociales des localités où se situent les quartiers étudiés fut essentielle : elle s'est basée sur les données publiques officielles telles que la situation budgétaire (dépenses publiques en matière de santé,

[3] L'Unité de Planification de Zone, UPZ est une façon de diviser le territoire dans la localité afin de planifier l'inversion publique à partir de critères d'homogénéité afin d'optimiser les ressources et d'amplifier leurs impacts. L'UPZ comprend plusieurs *barrios* et plusieurs UPZ forment une Localité, instance administrative par laquelle se divise le territoire de Bogotá.

[4] Selon le Département National de Planification (DNP), « la stratification socio-économique est l'instrument qui permet dans une localité, une municipalité ou un district de classer la population en strates ou groupes de personnes qui ont des caractéristiques sociales et économiques similaires. Les municipalités et districts peuvent avoir entre une et six strates, selon l'hétérogénéité économique et sociale de leur habitat. Le district capital est classé en six strates. La stratification dans le district capital s'emploi pour : réaliser la facturation des entreprises de services publics au domicile, focaliser les programmes sociaux et déterminer les tarifs de la taxe d'habitation, de la contribution par valorisation et des subsides urbains ». Traduit par nous. (DNP : http://www.dapd.gov.co/www/section-1717.jsp, 13/11/2005). La strate 1 caractérise la population la plus pauvre de la ville.

d'éducation, de travaux et de services publics, etc.) des quartiers dans la ville. La caractérisation des contextes étudiés incluait quatre angles d'analyses essentiels : le territoire, la sécurité, la configuration institutionnelle et la participation. Pour mener à bien cette seconde phase, des analyses secondaires d'enquêtes quantitatives et une série d'entretiens avec des responsables politiques et des hauts fonctionnaires dans les trois régions métropolitaines furent réalisées.

A l'issue de cette deuxième phase, un diagnostic local ou une micro-caractérisation (cf. encadré) de la sécurité fut dessiné et permettait d'asseoir le travail de terrain qui suivra.

Dans une **troisième phase,** le travail proprement de terrain nous a permis de vérifier les dimensions physiques et politiques des agglomérations étudiées aux moyens de divers outils qualitatifs pour ensuite évaluer la validité des actions publiques, privées ou communautaires de sécurité. Notre travail valorise l'observation participante. Des travaux d'anthropologie urbaine tels que ceux de l'Ecole de Chicago ou les récents travaux de sociologie française (Cefaï, 2003), inspireraient notre décryptage des témoignages des acteurs au sein de leurs communautés, qu'ils soient exécutants de violences ou agents de sécurité. C'est aussi ce souci méthodologique de restituer la voix de tous les protagonistes qui nous a poussé à délimiter des espaces d'études approfondies dans chaque localité choisie : « L'enquêteur doit recourir aux savoir-voir, aux savoir-dire et aux savoir-faire qui viennent avec le métier, qu'aucune technologie ou méthodologie ne peut transmettre formellement, qui ne s'enseignent que par l'exemple et ne s'apprennent qu'en exercice. Comme un artisan, il doit se montrer capable d'épouser les aspérités et les dénivelés du terrain sans se perdre dans le fourmillement des détails, de dégager des formes typiques sans rompre leur adhérence à des matériaux particuliers et concrets » (Céfaï, 2003 : 517-518). La recherche nécessitait donc de recourir aux diverses méthodes ethnographiques et sociologiques pratiquées dans les sciences humaines : marches exploratoires, dialogues citoyens, cartes perceptuelles, groupes focaux, entretiens, etc.

A l'issue de cette troisième phase la comparabilité des micro-analyses effectuées nous a permis de dessiner des lignes interprétatives dominantes de la pensée en construction.

La **quatrième phase,** en cours d'élaboration, est consacrée à une synthèse générale des analyses effectuées. Nous présenterons nos résultats lors de table-rondes d'experts qui permettront d'évaluer nos analyses et d'en vérifier les conclusions. Une publication diffusera les résultats de la recherche et, profitant de la tenue du Forum Mondial Urbain IV, un séminaire réunissant des acteurs sociaux, politiques, économiques, publics et privés des villes étudiées permettra de clore notre projet en en portant les résultats vers la sphère publique et en assurant le développement des coopérations villes à villes d'ores et déjà initiées.

La micro-caractérisation[5]

Le diagnostic. Habituellement, l'élaboration de la politique de sécurité des villes commence par l'établissement du diagnostic général ou thématique de la situation de délinquance et criminalité urbaines en considérant la ville comme territoire urbain et cadre de l'analyse et de l'action.

Ce diagnostic général, nécessaire et utile, finit par caractériser et orienter l'action de sécurité des pouvoirs publics. Pourtant, face à l'hétérogénéité du territoire urbain de la ville, les micro-territoires et leurs dynamiques de délinquance et de criminalité qui leurs sont propres, ne sont pas reflétés dans le diagnostic ni servis par les politiques publiques de manière directe et efficace. L'alternative au diagnostic général est de se référer à une méthodologie pour la caractérisation de la violence et la criminalité dans le micro-territoire urbain.

La caractérisation. Dans la ville, comme dans ses territoires (localités, communes, unités d'aménagement de zone – uaz -, quartiers, etc.), les situations de délinquance et de criminalité changent rapidement du fait des dynamiques propres aux actes délinquants ou criminels et de l'impact des politiques publiques de sécurité. De tels changements peuvent aussi obéir à la manière d'agir ou de réagir des citoyens face aux politiques publiques et aux violences urbaines.

De ce fait, le diagnostic général à l'échelle de la ville doit être révisé régulièrement sous peine d'engendrer des incohérences et des inefficacités au niveau de l'action des pouvoirs publics comme par exemple la stigmatisation d'un groupe de population ou d'une zone comme dangereuse.

La micro-caractérisation est la reconnaissance des facteurs de risque et de menace, territorialisés selon une démarche quantitative / qualitative, complémentaire au diagnostic général. Elle permet la reconnaissance de la participation tant des acteurs publics que des acteurs communautaires.

Par ailleurs, la micro-caractérisation doit être considérée comme un premier pas important pour faire avancer le développement progressif du diagnostic.

Les dimensions de la caractérisation :

Le territoire. La variable territoire est inclue dans sa dimension micro-territoriale du point de vue de la géographie urbaine, c'est-à-dire en prenant en considération les dynamiques socio-économiques et culturelles qui construisent et identifient les communautés locales et dont les changements mettent en danger ou affectent le tissu social de ces mêmes micro-territoires urbains.

L'échelle micro-territoriale permet également d'observer de manière séparée les interventions ponctuelles sur le territoire en cas d'opérations de rénovations urbaines ou en cas d'actions de récupération d'espace public (exp. déplacement de ventes ambulantes) ou de réaménagement (exp. parcs et zones piétonnes).

La participation. La participation à la formulation et à la mise en œuvre de la politique publique de sécurité est l'une des autres variables que notre perspective méthodologique propose d'inclure. Ainsi, les citoyens ont des intérêts, assument des rôles et développent des actions face à la violence urbaine et même face à la politique ou l'absence d'action des pouvoirs publics.

Les expériences communautaires et les formes d'organisation de la société civile, qui vont de la formation d'entreprises de sécurité privées ou de stratégies commerciales à l'organisation de quartiers pour faire face à la petite délinquance, sont des éléments de connaissances et d'informations qui pourraient être valorisés pour la promotion de la participation de ces autres acteurs dans la politique publique.

L'institutionnalisme. Il existe au niveau local des instances officielles et non-officielles pour traiter les conflits telle la justice communautaire (médiation, conciliation, juges de paix), et pour planifier le développement et l'investissement public (conseils de sécurité au niveau local, fronts de sécurité, formulation de plans locaux ou zonaux de sécurité). Le potentiel de cet institutionnalisme local offre la possibilité d'une approche et d'une action micro-territoriale. La caractérisation suppose et permet la reconnaissance, le développement et le renforcement de l'institutionnalisme local.

[5] Guzmán Fernando, *in* Boisteau Charlotte coord., « Construire le vivre-ensemble : aménagement urbain et politiques de sécurité », EPFL, à paraître. Actes du séminaire organisé par l'UNITAR et le CIFAL Barcelone, 8-10 2006.

Les acteurs des politiques de sécurité : du modèle Barcelone au modèle Bogotá ?

La sécurité n'est pas une qualité que certaines villes auraient acquise par nature. Toute situation qu'un citadin pourrait être en mesure d'évaluer en termes de sécurité (je me sens en sécurité / je ne me sens pas en sécurité) est le produit d'un système d'acteurs sociaux. C'est le jeu des interactions de ces acteurs tel qu'il s'inscrit durablement sur un territoire qui définit l'état de sécurité, de sûreté et de certitude d'une agglomération, d'un quartier, d'un espace public, d'un pied d'immeuble. Ce jeu, induit des pratiques sociales qui peuvent être de l'ordre de la tactique adoptée dans l'urgence, un jeu paniqué et improvisé, ou résulter d'une stratégie patiemment mise au point par certains de ces acteurs, généralement les plus légitimés politiquement (élus, syndicalistes), socialement (associations civiles, groupes sociaux plus ou moins formels) ou, toujours plus fréquemment, économiquement (entreprises). Ce sont ces acteurs urbains et la qualité de leurs liens qui *assurent* ou non le territoire où ils agissent. Du bon état de leurs relations dépend le sentiment de sécurité ou d'insécurité que l'habitant ou l'étranger à ce territoire pourra ressentir en le parcourant.

Mais ces pratiques d'acteurs sont le plus souvent accompagnées ou précédées par l'établissement de politiques publiques destinées à encadrer, influencer ou construire des attitudes collectives en matière de sécurité. L'importance que prend la culture politique locale et que prennent, d'une manière générale, tous les éléments aptes à typer une situation historique et territoriale – régime politique, état des forces économiques, existence de plans directeurs, fonds destinés à la prévention, ressources en forces de police etc. – dans les modalités particulières de « fabrication » et d'exercice des politiques publiques et locales de sécurité sera toujours moindre que l'importance des modèles globaux de sécurité.

Cependant, même agissant à l'évidence sous l'emprise d'acteurs globaux, les décideurs locaux continuent à agir aussi au niveau local, ne serait-ce que par imitation. Et, quoi qu'il en soit, les effets de ces agissements sont perceptibles d'abord au niveau local.

Barcelone et Bogotá sont devenues des références incontournables en matière de sécurisation des espaces urbains ces quinze dernières années pour avoir adopté des pratiques innovantes dans la lutte contre l'insécurité.

En 1986, et depuis la publication du rapport dit « Socias » du nom de son coordinateur mais plus justement intitulé « stratégies pour une politique de sécurité urbaine », reconnu comme livre blanc de la sécurité et issue de la concertation d'une commission ad hoc, Barcelone transfère son label de « modèle » au secteur de la sécurité.

Deux aspects sont fondamentaux dans ce qu'un certain marketing urbain catalan a choisi de dénommer le « modèle Barcelone » et qui pourrait être vu sous le sceau de la sécurité. Le premier est l'espace. A Barcelone, l'espace urbain, l'espace public tel que la place, le parc, mais les avenues aussi, le bord de mer, les anciennes zones portuaires, etc., est devenu le totem catalan, celui à qui tous les architectes, urbanistes et gouvernants vouent désormais un culte. Le principe, simple est de créer des espaces dégagés mais confortables, favorisant le maillage citoyen de liens sociaux, des liens de solidarité entre habitants capables de répondre aux conflits ou mieux, de les empêcher. La sécurité, dans ce modèle, découlerait d'une pratique quotidienne de l'autre dans l'espace partagé, une sorte d'espace public de proximité, dont la forme, parce que bien dessinée, accueillerait naturellement des pratiques de divers groupes sociaux et communautés. L'espace, ici, s'il a été bien pensé par l'architecte, propose une résolution des conflits avant même qu'ils n'aient lieu. L'adaptation au cinéma du modèle Barcelone de sécurité s'appelle peut-être « Minority Report » : le délit est « poursuivi » dans et par les qualités spécifiques de l'espace, avant que ce délit ne puisse avoir lieu. Mais l'explication est dans la tautologie qui fait figure d'évaluation de ce modèle. Inventé par la municipalité de Barcelone et, pour la municipalité de Barcelone, c'est encore la municipalité qui a certifié la réussite de ce

modèle et sa pertinence pour la ville de Barcelone. Le « modèle Barcelone » est un vrai produit de marketing : aucun autre modèle n'a en fait été élaboré pour sécuriser Barcelone, et celui en place n'a pas vraiment été mis à l'épreuve ni sa pertinence évaluée. Cependant, il faut reconnaître à la ville l'effort incontestable de ses services publics dans la mise en place d'une politique de sécurité efficace et démocratique.

A Barcelone, la politique publique de sécurité se base sur quatre grands principes : prévention, répression, solidarité et participation communautaire.

En intervenant sur les causes de la délinquance, en prenant en considération les perceptions sociales de ce qu'est la sécurité, en cherchant à améliorer le système pénal et le système de justice, et en incorporant les habitants « ordinaires » à l'élaboration des politiques de sécurité, Barcelone fait sans aucun doute figure de « bonne gouvernance » pour de nombreuses villes du monde. Pourtant, Barcelone fait face aujourd'hui à la hausse de délinquance et son enclin à la prévention est largement remis en question par les mesures de « guerre préventive » contre la criminalité.

A l'inverse Bogotá qui a expérimenté toutes les sortes de traumas, de violences guerrières, de débâcles politiques et autres périodes d'effondrement physique et moral, paraît renaître aujourd'hui à la vie et à la modernité urbaine. La continuité des successives administrations publiques (Castro, Mockus, Peñalosa, Garzón) dans le maniement du thème de la sécurité, tant au niveau coercitif qu'au niveau préventif, a largement contribué à l'ériger en « ville modèle » lors de la « Rencontre Latino-Américaine de Sécurité et Vivre-Ensemble ».

D'un côté, le vivre-ensemble et la culture citoyenne favorisent l'exercice des droits, libertés et devoirs des citoyens ; de l'autre, une ville moderne, viable, productive, est une ville dont peuvent profiter tous les citoyens.

Concrètement la promotion de l'éducation, la participation sociale, la co-responsabilité, la culture tributaire, la légitimité institutionnelle ("à chaque fonctionnaire un maire"), la dé-marginalisation des quartiers, l'interaction sociale sont les fondamentaux qui ont permis tant la transformation de la ville que de ses usages.

Rôle de l'espace public, enjeux des transformations urbaines : Des rideaux de fer sont tombés sur les villes.

Dans des villes qui ne fournissent plus facilement de points de repère ni sociaux ni même spatiaux, il est devenu presque impossible de produire des normes et des valeurs consensuels. Les pratiques, comme les idées, bien qu'unifiées par la consommation, tendent à s'individualiser rapidement, au point même que l'espace public comme opinion publique ne soit plus que l'addition paresseuse des opinions personnelles, des agirs individuels, le geste devenant valeur. A l'heure où les situations individuelles deviennent toujours plus dépendantes des situations globales, les sociétés urbaines qui font face à leur dissolution symbolique parient sur l'Espace Public pour qu'un lien social reste vivant. On compte désormais sur les espaces dits publics pour qu'une certaine publicité existe encore et que perdure une relative cohésion des territoires urbains.

Dans la grande ville contemporaine, l'espace public est devenu le *container* absolu de toutes les cultures urbaines, le grand intégrateur des diversités, le niveleur des minorités, le dernier lieu ouvert à toutes les expressions. L'hétérogénéité des cultures urbaines est de fait ramenée à une seule forme urbaine, une seule version de l'espace public, la place en sa version minérale, le parc en sa version végétale. Tout le reste, à l'image des centres commerciaux, n'est qu'altération et privatisation de la publicité des espaces, au profit du commerce, de la sécurité ou de la sécurité des commerces…

Dans ce monde « globalisé », un nouveau paradigme urbain est mis en lumière, celui de la fragmentation. Ce concept clé rend compte des dynamiques urbaines actuelles. La fragmentation se traduit notamment par une discontinuité des tissus urbains et donc une perte de contrôle du territoire par l'ensemble des usagers. L'un des effets les plus connus du processus de fragmentation est la perte d'unité des espaces urbains, divisés, dérivant toujours plus « loin » les uns des autres. Il affecte ainsi nos usages de l'espace public dont la gestion est, elle aussi, fractionnée. À l'encontre d'une vision d'ensemble de l'espace urbain, les espaces publics tendent à être de plus en plus fréquemment privatisés. C'est bien sûr « pour des questions de sécurité » ou comme palliatif aux « incivilités ». A Barcelone de plus en plus de parcs passent d'une gestion publique à une gestion privée et l'entretien devient assuré par le droit payant d'entrée ; tandis qu'à Bogotá les *gated* ou « ghetted » *communities* créent des îlots de richesses surprotégés au sein des quartiers populaires.

Photo 1 et 2 : Gated communities à Suba, Bogotá

© Charlotte Boisteau, août 2005

Cette privatisation de l'espace public, moins qu'un paradoxe, équivaut à sa destruction. En lui enlevant son caractère public, on réduit l'espace à une propriété privée : *Exit* l'espace public. En vue de faciliter la tâche aux organismes en charge de contrôler et de sécuriser la ville, les urbanistes ont œuvré dès les années 90 à cette entreprise de destruction, d'ailleurs largement soutenus par les pouvoirs… publics ! Où que vous habitiez, cela se passe près de chez vous. Cette stratégie vise à l'éradication de tout caractère public – de toute publicité - de l'espace urbain, ce caractère public étant devenu synonyme de l'espace ouvert à « n'importe qui », qui peut y faire « n'importe quoi ». La privatisation des espaces publics va dans le sens de la domestication des êtres humains. Sous l'action conjuguée des pouvoirs publics et des acteurs privés, la ville se recompose, en un mouvement d'une grande violence symbolique, pour « fermer » les lieux publics et amener le public à s'enfermer de lui-même dans les nouveaux lieux privatisés où des professionnels qualifiés assureront sa tranquillité. Il sera doublement tranquille, puisqu'il ne sera ni inquiété, ni inquiétant.

Contre la culture de la fenêtre ouverte, triomphe la théorie de la fenêtre cassée (Kelling, Wilson, 1982) : si une fenêtre est cassée, elle dégrade l'esthétique du bâti et de l'environnement, qui, devenant hostile, génère un sentiment d'insécurité. Il faut donc remplacer les fenêtres cassées et éventuellement leurs mettre des grilles pour empêcher qu'elles se cassent à nouveau. Le monde se divise désormais en deux : ceux qui ont accès aux espaces « publics » dont ils définissent le caractère sélectif ; et ceux qui errent autour des nouvelles murailles de Jéricho, en attendant de trouver le moyen de les faire tomber.

Cet urbanisme postule la généralisation du sentiment d'insécurité, mais les projets sécuritaires ne bénéficient évidemment pas à tous les habitants de la même manière, tous n'ayant pas accès aux aires « sûres ». L'urbanisme de la peur entraîne en fait une radicalisation dramatique des processus de ségrégation spatiale. A la fragmentation urbaine classique, s'ajoute la

fragmentation planifiée des territoires, divisés selon leur degré de sécurisation ou, inversement, de « dangerosité ». Ce tri se traduit par une redistribution du marché foncier, notamment dans les centres-villes jadis privilégiés et aujourd'hui parfois abandonnés par l'État, ou au contraire, récupéré au plus bas prix, en attendant quelque projet de « réhabilitation ». Réhabilitation qui n'est souvent qu'une reconstruction à l'image du parc du troisième millénaire de Bogotá construit sur les cendres du Cartucho, ou de la Rambla del Raval et de ses projets de transformation auxiliaires qui relègue dans les pages de l'histoire les vies passées du Barrio Chino de Barcelone.

Photo 2 : Le Cartucho

© Yves Pedrazzini, Oct. 2003

Photo 3 : Parc du Troisième Millénaire

© Guillermo Angulo. Sept. 2005

Leur retour se fait d'ailleurs parfois à l'aide des bulldozers, quand le temps du déguerpissement est venu, les occupants – pas toujours illégaux - doivent alors ramasser leurs quelques affaires et laisser la place aux opérateurs des rénovations et des programmes de relogements.

Photo 4 : Le Barrio Chino

© Yves Pedrazzini, dec.2003

Photo 5 : La rambla del Raval et la reconstruction en cours

© Charlotte Boisteau, mai 2006

L'apparition d'un urbanisme sécuritaire n'améliore pas la sécurité de l'ensemble de la ville ou de la région concernées. Elle provoque une dualisation de la sécurité - en tout cas des pratiques sécuritaires - qui répond à une dualisation de la peur et de la violence, peur et violence des classes aisées, peur et violence des pauvres, se scrutant, s'imitant ou s'opposant, de part et d'autre du rideau de fer économique. Suivant une tendance qui affecte aussi bien les villes du Sud que du Nord. Planifiés, urbanisés, construits par les promoteurs de l'urbanisme de la peur, ces territoires n'apparaissent pas par hasard ni n'importe où : ils s'inscrivent dans la dynamique contemporaine de fragmentation, la confortent dans ces intentions premières, la division de la société en groupes antagonistes, la construction d'espaces spécifiques pour chacun de ces groupes, l'équipement obsessionnel en sécurité, le contrôle de tous les individus comme horizon politique, l'immobilité comme lendemain qui chante. La sécurité n'est pas un objectif politique, la sécurisation de la vie collective, des espaces du public et des mouvements individuels est un projet de société contemporain. Menée sans aucun état d'âme, cette stratégie est peu contestée par des acteurs hélas sans grande capacité d'organisation. Ce n'est pas une surprise : cela fait des décennies que le pouvoir les réduit à d'infimes groupuscules. Mais, même de façon désorganisée, certains résistent. Ils sont cependant poussés par la radicalisation sécuritaire à radicaliser leurs stratégies d'urgence, stratégies des pauvres, adoptées, souvent dans la violence, comme tactiques d'attaque ou comme tactiques de défense. Les habitants des quartiers répondent avec des moyens limités aux opérations de sécurisation qui les menacent directement (opérations de police dans les quartiers populaires, opérations immobilières), les moyens qui leur semblent les plus adaptés à assurer leur propre sécurité. Vieux dilemme : notre sécurité personnelle s'arrête là où commence celle des autres. Tant du point de vue spatial que social, la tendance à la privatisation des espaces publics pour des raisons de sécurité, la mondialisation du principe de « tolérance zéro » (Wacquant, 1999), la sécurisation des habitats des riches à l'aide de hautes technologies et des pauvres à l'aide de tessons de bouteilles renforcent la cartographie de la ségrégation urbaine et aboutissent à une « planification stratégique » paranoïaque.

Comment répondre à la demande de sécurité dans l'espace urbain ?

Culture citoyenne versus civisme : l'éthique du « vivre ensemble »

On le sait, la notion de bonne gouvernance reste un concept largement idéologique – plus d'ailleurs en raison du mot « bonne » que du mot de « gouvernance ». Pourtant, la volonté politique est aujourd'hui forte que tous les habitants d'une ville soient des acteurs des processus sociaux et territoriaux qui affectent positivement ou négativement le développement de cette ville et qu'ils doivent à ce titre pouvoir être associés à la prise de décision. Cette idée qui, il y a encore dix ans, aurait pu paraître quelque peu révolutionnaire est aujourd'hui admise, prônée et mise en pratique, avec des modalités certes très diverses, dans de nombreuses villes petites et grandes. Dès lors, même si les conditions qui permettent d'assurer une bonne gouvernance restent le plus souvent énigmatiques, on peut se risquer à proposer quelques idées pour en favoriser la démarche.

En cela, la construction de situation favorable à la gouvernance – et ici à une prise en compte participative des questions de violence et d'insécurité – ne diffère pas beaucoup de toute autre construction d'un champ politique : il faut une base à peu près stable, un projet clair et un espace public favorisant un peu l'expression des conflits et beaucoup leur résolution dans l'échange.

Arrivés à l'une des étapes importantes de notre recherche – la fin des études de cas à Barcelone et Bogotá – nous sommes en mesure de nommer quelques-uns des éléments favorisant la menée de politiques publiques de sécurité véritablement démocratiques.

Inter-sectorialité

A l'issue du travail de terrain effectué, nous nous sommes rendu compte que les attentes en matière de sécurité ne sont pas les mêmes parmi les citoyens des villes : les uns attribuent la sécurité aux moyens économiques, éducatifs ou sanitaires qu'ils possèdent, les autres à la surveillance privée qui protège leur maison des actes de vandalisme. Les villes ne sont pas homogènes ni socialement ni spatialement et les autorités locales doivent répondre à toutes les demandes de sécurité. Nous faisons par ailleurs le postulat que la sécurité doit être établie selon un principe fédérateur et satisfaire à la fois tous les besoins de sécurité. Pour cela, nous démarrons une nouvelle recherche-action « Sécurité Humaine. Pratiques urbaines de sécurité et de sûreté. Recueil d'expérience à l'usage des autorités locales ». La Sécurité Humaine c'est à la fois la sécurité personnelle, environnementale, sanitaire, alimentaire, économique, communautaire et politique. Nous pensons que la Sécurité Humaine est alors le concept adéquat qui permet aux autorités locales de répondre à la demande de sécurité dans son intégralité en assurant la construction et la solidité des ponts entre les différents secteurs des politiques publiques qui permettent l'interaction pour la satisfaction du même objectif : plus de sécurité.

Inter-acteurs

Pour atteindre cet objectif de ville plus sûre, l'interaction entre les différents acteurs de la ville est essentielle. On le comprend lorsqu'on parle d'inter-sectorialité, les acteurs publics doivent travailler ensemble pour mieux viser cet objectif commun de sécurité, mais il est aussi essentiel que ce travail se fasse avec la participation de la communauté et des acteurs privés. Il faut construire et gérer la ville avec ceux qui l'habitent et la font vivre. C'est en travaillant avec les gangs que seront comprises les dynamiques et les logiques qui les animent et que des moyens autres que la violence pour atteindre leurs fins pourront être proposés.

Micro-caractérisation (décentralisation des compétences)

Les acteurs communautaires ont un rôle essentiel à jouer dans la micro-caractérisation qui, seule, permet la justesse du diagnostic. Car la ville est si socialement, spatialement, économiquement, etc. hétérogène qu'il faut comprendre la diversité et la complexité des situations vécues et adapter les réponses gouvernementales. La décentralisation permet, lorsqu'elle est accompagnée d'un pouvoir de décision et des moyens opératifs pour mener des actions concertées, de comprendre cette complexité et d'envisager les solutions qui seront apportées. C'est au niveau des localités et des districts que doivent être effectués et régulièrement évalués les micro-diagnostics de la sécurité.

Participation / Représentation

Si la participation des citoyens est essentielle à l'application du principe démocratique (voter est un acte de participation dans la sphère publique), il faut être cependant vigilant et ne pas confondre participation et représentation. Les autorités locales peuvent faire participer des acteurs privés, à titre individuel, aux prises de décision, comme nous l'avons bien souvent vu lors de table-rondes, mais ces acteurs ne sont pas nécessairement représentatifs de leur communauté, et souvent moins encore de la société dans laquelle ils évoluent. Il faut être vigilant à l'heure d'attribuer un rôle de leader communautaire à un acteur local et s'assurer de son rôle et de ses fonctions dans son environnement.

Responsabilité et culture citoyenne

S'il est important que des acteurs communautaires participent aux prises de décision locales, il est aussi essentiel qu'ils participent à leurs mises en œuvre et applications concrètes. Cela ne peut se faire qu'au travers d'une prise de responsabilités qui lui permettra grâce au rôle de *leader* communautaire joué, de responsabiliser à leur tour, leur entourage. Par ce biais le *leader* communautaire, responsabilisé et responsabilisant, protège son environnement social et spatial proche. Le citadin devient citoyen.

Maintenir l'espace public grâce à la prévention

Les dérives sont faciles lorsqu'on parle de civisme en tant que principe organisateur non seulement de la vie sociale sur l'espace public, mais aussi de la forme et de la matière de cet espace public que les autorités désirent « moraliser ». En fait, un espace public doit permettre une variété infinie de comportements (en tout cas potentiellement), autant que d'individus susceptibles d'être les usagers de cet espace. Aujourd'hui, on assiste à une remise à l'ordre physique et social de l'espace public, que l'on espère garant d'une certaine contenance des individus et des groupes. Les planificateurs cherchent à définir les qualités du « bon » espace public, celui sur lequel les pratiques sociales seraient forcément bonnes aussi, parce qu'elles découleraient de choix urbanistiques et architecturaux adéquats. Il ne s'agit pas ici de jouer sur les mots mais bien de préciser la cible : une politique répressive tentant d'instruire des usages civiques se fera au détriment d'une politique préventive promouvant les usages civils , créatifs et intégrateurs des lieux publics. Promouvons la culture citoyenne et non la tolérance zéro.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Acero H. (2000), et.al., *Conversaciones públicas para ciudades más seguras*, Bogotá, Colección Estudios Sociales.

Alcaldía Mayor de Bogotá D.C. (2003), *Elementos para una criminología local, Políticas de prevención del crimen y la violencia en ámbitos urbanos,* Secretaria de Gobierno de Bogotá.

Alcaldía Mayor de Bogotá D.C. (1998), *Imaginarios, presencias y conflictos entre los jovenes de Bogotá, ,* Secretaria de Gobierno de Bogotá.

Alcaldía Mayor de Bogotá D.C. (2003), *Violencia y delincuencia en contextos urbanos, La experiencia de Bogotá en la reducción de la criminalidad 1994-2002,* Secretaria de Gobierno de Bogotá.

Anderson N. (1923), *Le Hobo, Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan.

Balbín Álvarez J.W. (2004), *Violencias y conflictos urbanos : un reto para las políticas públicas*, Medellín, Instituto Popular de Capacitación.

Baires S. (2003), « La nueva segregacion urbana en America Latina : Los barrios cerrados », in: A.-M. Séguin (éd.), *Urban Fragmentation and Segregation in Latin America*, Montreal, Institut National de la Recherche Scientifique (INRS).

Bassand M., Kaufmann V. et Joye D. (eds.)(2001) *Enjeux de la sociolgie urbaine*, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne, 87-102.

Bauman Z. (2005), « Entretien avec Zygmunt Bauman : les usages de la peur dans la mondialisation », *Esprit*, juillet 2005.

Bauman Z. (1999), *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette.

Beaud S., Pialoux M. (2005), *Violences urbaines, violences sociales : génèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Hachette.

Becker H. (1985), *Outsiders*, Paris, Métailié.

Benjamin W. (1971), *La violence et la révolution*, Paris, Denoël.

Bigot D.(2005), « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », in : *Cultures et Conflits*, n°58, Paris. http://www.conflits.org/document1813.html

Blau J., Blau P. (1982), « The Cost of Inequality : Metropolitan Structure and Violent Crime », *American Sociological Review*, 47 (1).

Body-Gendrot S. (2001), *Les villes : La fin de la violence ?,* Paris, Presses de Sciences Po.

Body-Gendrot S. (1998), *Les Villes Face à l'Insécurité : Des Ghettos Américains aux Banlieues Françaises*, Paris, Bayard.

Body-Gendrot S. (1998), « L'insécurité. Un enjeu majeur pour les villes », in: *Sciences Humaines* n° 89.

Boisteau C. (2006), « Construire le vivre-ensemble : aménagement urbain et politiques de sécurité », EPFL, à paraître. Actes du séminaire organisé par l'UNITAR et le CIFAL Barcelone, 8-10 2006.

Boisteau C. (2005), « Dynamics of exclusion: Violence and Security Policies in Johannesburg», in : Segbers K. & al., *Public Problems-Private Solutions? Globalizing Cities in the South*, Burlington, Ashgate.

Borja J., Muxí Z. (2003), *El espacio público : ciudad y ciudadanía,* Barcelona, Electa.

Braud P. (2000), « violence symbolique », in : Hermet G., Badie B., Brinbaum P., Braud P. (Éds.), *Dictionnaire de la Science Politique*, 4°Ed., Paris, Dalloz.

Bromberg P. et al. (2003), *Reflexiones sobre cultura ciudadana en Bogotá,* Bogotá, Observatorio de Cultura Urbana.

Bustos Valencia A. (2001), *Las calles ocultas, crónicas de la jungla de cemento*, Bogotá, Intermedio.

Caldeira P.R.T. (2000), *City of Walls, Crime, Segregation, and Citizenship in São Paulo*, University of California Press.

Camacho Guizado A., Guzman Barney A. (1990), *Colombia, Ciudad y violencia*, Bogotá, Ediciones Foro Nacional.

Castells M. (1999), *L'ère de l'information*, Volume 2, *Le Pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard.

Cefaï D. (2003), *L'enqête de terrain*, Paris, La Découverte.

Chesnais J.C. (1982), *Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours*, Paris, R. Laffont.

DANE (2003), *Encuesta de victimización 2003 Bogotá*, Cali y Medellín, Departamento Nacional de Planeacion Banco Interamericano de Desarrollo BID.

David D. (2000), « Violence internationale : une scénographie nouvelle », Paris, *Ramses*.

Davis M. (1999), *The Ecology of Fear, Los Angeles and the Imagination of Disaster*, New York, Vintage Books.

Deleuze G. (1990), « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », in: *L'Autre Journal* no. 1, Paris, mai 1990.

De Freitas J., Seguridad/inseguridad Urbana y sus repercusiones en la apropriación del espacio Público en la Metrópoli Latinoamericana. Caso de Caracas. Trabajo de investigación. Non publié.

Delgado M. (1999), *El animal público*, Barcelona, Anagrama.

Derrida J. (2003), *Voyous*, Paris, Galilée.

Elias N. (1991), *La Civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy.

Feixa C. (1999), *De jóvenes, bandas y tribus*, Barcelone, Ariel.

Feixa C. (2006), *Jovenes Latinos : espacio público y cultura urbana*, Consorci d'Infància i Món Urbà, Adjuntament de Barcelona. Rapport en cours de publication.

Foote Whyte W. (1996), *Street Corner Society*, Paris, La Découverte.

Formisano, M. (2002) "Econometría espacial: características de la violencia homicida en Bogotá". Universidad de Los Andes, Documento CEDE N° 2002-10

Foucault M. (1975), *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard.

García Canclini N. (1999), *La globalización imaginada*, Buenos Aires, Paidós.

Glasze G. (2000), « Des sociétés fragmentées », *Urbanisme*, (312), mai-juin 2000.

Gouëset V. et al. (2005), *Hacer Metrópoli. La región urbana de Bogotá de cara al siglo XXI,* Bogotá, Universidad externado de Colombia.

Guglielmo R. (1996), *Les Grandes Métropoles du monde et leur crise*, Paris, Armand Colin.

Gurr T. (1993), *Minorities at Risk. A Global View of Ethnopolitical Conflicts*, Washington, (D.C), US Institute of Peace.

Gurr T. (1976), *Rogues, Rebels, and Reformers : a Political History of Urban Crime and Conflict*, New York, Sage Publications.

Gurr T. (1974), *Why Men Rebel*, Princeton, (N.J.), Princeton University Press.

Kelling G., Wilson J., « Broken Windows. The police and neighborhood safety », *Atlantic Monthly*, Vol. 249, N·3, mars 1982, pp. 29-38.

Lagrange H. (1995), *La civilité à l'épreuve. Crime et sentiment d'insécurité*, Paris, PUF.

Lahosa J. (2000), « Prevención de la inseguridad urbana: compromiso de las ciudades", Acero Hugo , et.al., *Conversaciones públicas para ciudades más seguras,* Colección Estudios Sociales.

Laroche J. (2000), *Politique Internationale*, 2e éd., Paris, L.G.D.J.

Lefebvre H. (1974), *La production de l'espace*, Paris, Editions Anthropos.

Martin G., Ceballos M. (2004), *Bogotá : Anatomía de una transformación. Políticas de seguridad ciudadana 1995-200*3, Bogotá, Editorial Pontificia Universidad Javeriana.

Michaud Y. (2005), « L'être humain n'est pas un animal tendre », *Sciences Humaines*, 47, janv. Fev. 2005, pp. 18-19.

Michaud Y. (1978), *Violence et politique*, Paris, Gallimard.

Mortensen T., Sabogal V. (2005), *Jóvenes, conflictos urbanos y alternativas de inclusión*, Bogotá, Balance Comparativo.

Mucchielli L., Robert Ph (2002), *Crime, délinquances, sanctions. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

Muller P. (1998), *Les Politiques Publiques,* Paris, Presses Universitaires de France.

Navez-Bouchanine (2002), Dir., *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale,* Paris, l'Harmattan.

Noseda, V., Racine, J.-B. (2005) : Violences urbaines, *Une exploration au-delà des interprétations reçues; Le regard du géographe dans une approche transdisciplinaire*. Travaux et recherche, 29, Institut de géographie, Université de Lausanne.

Pécaut D. (1997), "Presente, pasado y futuro de la violencia", *Analisis Politico*, No 30, Enero a abril de 1997.

Pedrazzini Y. et Sanchez R. M., (1998), *Malandros :bandes, gangs et enfants de la rue - la culture d'urgence dans la métropole latino-américaine*, Paris, éditions Charles Léopolod Mayer/Desclée de Brouwer.

Pedrazzini Y., (2001), « Le barrio, la rue, les gangs : une critique de la sociologie urbaine », in : Bassand M., Kaufmann V. et Joye D., dirs., *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, pp. 39-61.

PNUD (2003), *Un Callejon con Salida*, rapport de Développement Humain, Colombie.

Richani N. (2002), *Sistemas de guerra: la economía política del conflicto en Colombia*. IEPRI, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia.

Roché S. (1998), *Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation*, Paris, Presses Universitaires de France.

Roché S. (1996), *La société incivile. Qu'est-ce que l'insécurité ?,* Paris, Seuil.

Rousseau J.J. (1754), *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes,* Paris, Poche, 1996.

Sansfaçon D. (2004), "Of Prevention and Security: Reflections on Sustainable Governance", in : ICPC's 10th Anniversary Colloquium on Crime Prevention, December 1-2, 2004, Paris.

Segbergs K. Raiser S., Volkmann K. et al. (2005), *Public Problems- Private Solutions ?*, Burlington, Ashgate.

Soja E. (2001), « Urban tensions : Globalization, industrial restructuring and the postmetropolitan transition », Paper prepared for a Conference on Global Tensions, Cornell University, 9-10 mars.

Soja E. (2000), *Postmetropolis : Critical Studies of Cities and Regions*, Malden, MA, Blackwell Publishers.

Sorel G. (1981), *Réflexions sur la violence*, Paris, Slatkine.

Superintendencia de Vigilancia y Seguridad Privada, *Guía para la contratación de servicios de vigilancia y seguridad privada,* Bogotá, Cámara de Comercio de Bogotá.

UN-HABITAT (2003), Global Report on Human Settlements 2003, *The Challenge of Slums*, Earthscan, London.

Vanderschueren F. (2000), « Prévention de la criminalité urbaine », Document de référence,

http://www.unhabitat.org.

Wacquant L. (2004), *Punir les pauvres – le Nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Paris, Agone/Contrefeux.

Wacquant L. (1999), *Les prisons de la misère*, Paris, Editions Liber / Raisons d'Agir

Walter B. "The Critical Barrier to Civil War Settlement" *International Organization* 51,3, Summer 1997, pp335-364. IO Foundation and the Massachusetts Institute of Technology.

Weber M. (1959), *Le savant et le politique*, Paris, Plon.

Wieviorka M. (2005), « Les vertus paradoxales du conflit », *Sciences Humaines*, 47, janv. Fev. 2005, pp. 22-24.

Wieviorka M. (2000), « La violence à la lumière de la notion de sujet », *Hommes & Migrations*, (1227), sept.-oct. 2000.

A PROPOS DES PARTENAIRES

Le **Programme pour des Villes Plus Sûres de l'ONU-HABITAT**, qui a vu le jour en 1996, travaille dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme pour l'HABITAT en développant des outils et en appuyant les municipalités et les collectivités locales dans la formulation et la mise en oeuvre de stratégies locales de prévention du crime et de la violence urbaine.

http://www.unhabitat.org/programmes/safercities

Le **Laboratoire de Sociologie Urbaine (LaSUR) de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne** produit des connaissances et les enseigne en privilégiant les approches transversales, impliquant sociologie, sciences politiques, géographie, anthropologie, sciences de l'environnement, sciences de l'ingénieur, urbanisme et architecture.

http://www.lasur.epfl.ch

Le **Small Arms Survey** est un programme de recherche indépendant intégré à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève (Suisse). Il constitue la principale source d'informations publiques sur la problématique des armes légères.

http://www.smallarmssurvey.org

Ce projet s'inscrit dans le programme d'activités du **Réseau Universitaire International de Genève** (RUIG-GIAN). Le Réseau Universitaire International de Genève est un réseau international de recherche, créé par l'Université de Genève, l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales (IUHEI) et l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED) en collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève et le Comité International de la Croix-Rouge. Le RUIG bénéficie de la collaboration et de l'appui financier de la Confédération helvétique (Département fédéral de l'intérieur) et de la République et Canton de Genève (Département de l'instruction publique).

http://www.ruig-gian.org

Pour plus d'informations, merci de contacter:

Yves Pedrazzini, chef de projet
e-mail: Yves.Pedrazzini@epfl.ch

Charlotte Boisteau, coordination
e-mail: charlotte.boisteau@epfl.ch

LaSUR-INTER/ENAC
Bâtiment Polyvalent 2135
EPFL Ecublens

CH-1015 Lausanne, Suisse